

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention des risques environnementaux

IC n° 2004/0430
LM

ARRETE
portant autorisation environnementale d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor,

- VU le code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU la demande présentée le 16 juillet 2018 et complétée le 24 septembre 2018 par l'ELEVAGE de la BOURDONNIERE représentée par Messieurs Marc et Frederic BREXEL, siège social La Bourdonnière, à Saint-Glen en vue d'effectuer à la même adresse :
 - l'extension de l'élevage porcin qui passe à 5978 animaux équivalents, la construction d'un bloc engraissement sur caillebotis et la mise à jour du plan d'épandage ;
- VU la saisine de l'autorité environnementale le 16 juillet 2018 ;
- VU la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer le 16 juillet 2018 ;
- VU la saisine du service départemental d'incendie et de secours le 16 juillet 2018 ;
- VU la saisine de l'agence régionale de la santé le 16 juillet 2018 ;
- VU la consultation des conseils municipaux de Saint Glen, Pengilly, La Malhoure, Trébry, Lamballe-Armor, Plénée-Jugon, Plestan, Landéhen, Bréhand, Saint Trimoel et Andel ;
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 2 janvier 2019 au 4 février 2019 et le registre d'enquête tenu à disposition du public à la mairie de Saint-Glen pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;
- VU le résultat de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 10 avril 2019 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 26 avril 2019 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une demande régularisation avec augmentation des effectifs ;

CONSIDERANT que les bâtiments existants ne sont pas situés à distance réglementaire d'un forage existant et régulièrement déclaré ;

CONSIDERANT que l'installation est située à distance réglementaire des tiers ;

CONSIDERANT que le bâtiment en projet sera équipé d'un laveur d'air ;

CONSIDERANT que l'exploitant utilise un BRS pour dimensionner son plan de gestion des déjections ;

CONSIDERANT que le contrôle du GIE NORMA 2000 a mis en évidence que les données du BRS ne se vérifiaient pas dans les faits et donc que celui-ci ne peut être validé ;

CONSIDERANT qu'une partie des déjections est traité sur un GIE ;

CONSIDERANT que les lisiers sont envoyés en traitement via une canalisation enterrée ;

CONSIDERANT la prise en compte des MTD ;

CONSIDERANT l'avis favorable des services contributeurs et les préconisations formulées par la DDTM devant être reprises sous la forme de prescriptions ;

CONSIDERANT l'avis favorable de l'ensemble des communes qui se sont exprimées ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commissaire enquêtrice, assorti d'une recommandation.

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor ,

ARRÊTE :

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Les arrêtés préfectoraux en date des 4 juin 2007 et 20 février 2012 sont abrogés.

1.1. - Exploitant titulaire de l'autorisation

L'EARL ÉLEVAGE DE LA BOURDONNIERE, ci-après dénommée l'éleveur, sise à SAINT-GLEN au lieu dit « La Bourdonnière » est autorisée à exploiter à cette adresse, à moins de 35 mètres d'un forage, conformément aux plans et mémoire annexés à la demande, **sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté**, un élevage porcin, dont la capacité maximale est de 5978 animaux équivalents (A.E.) et 4170 emplacements.

1.2. Nature des installations

1.2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	b)	A	Élevage intensif	Élevage de porcs	Nombre total d'emplacements	> 2 000 emplacements	1 place = 1 emplacement	4170	Emplacements
2102	1	A	Élevage, vente, transit, etc. de porcs	Élevage	Classé au titre de la rubrique n°3660		Reproducteur = 3 AE Porcs à l'engraissement et les jeunes femelles = 1 AE Porcelet sevré = 0.2 AE	5978	AE

A : (autorisation) ; E : (enregistrement) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6 b)	DÉCISION D'EXÉCUTION 2017/302 DE LA COMMISSION du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

1.2.2. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature Eau

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
1.1.2.0	2	D	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage	Forage	Volume total prélevé	> 10 000	m ³	16 300	m ³
2.1.5.0		NC	Rejet d'eaux pluviales	Bassin versant intercepté	Surfaces imperméabilisées	> 10 000	m ²	9638	m ²

A : (autorisation) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

1.2.3. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
SAINT-GLEN	Élevage de porcs	ZA	N° : 188 et 220

Les installations citées à l'article 1.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

1.2.4. - Effectifs autorisés

Type de production	Place Animaux équivalents	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou Production annuelle (Porcelets, Porcs charcutiers et cochettes non saillies)
Truies, verrats, cochettes saillies	PAE maternité : 1365 PAE gestante-verraterie : 1137	455	425
Porcs charcutiers (>30kg)	4170	4170	12 000
Porcelets	388	1938	13 000
Quarantaine	55	55	45

1.2.5. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 2 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

2.1. – Effectifs :

Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage doivent faire l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement, ...). Si l'exploitant fait engraisser des porcs à façon, il doit s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - Alimentation biphase :

2.2.1. – L'alimentation biphase doit être maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

2.2.2. – L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

2.3. – Laveur d'air :

2.3.1. - Conformément aux plans et mémoires, un laveur d'air est mis en place sur le nouveau bâtiment de 1300 places d'engraissements. Sa mise en service sera effective dès la mise en place des animaux.

2.3.2. - Débits et flux de pollution relatifs au laveur d'air :

Boues	Flux annuel maximal
Volume	475 m3
N Global	1396 kg

2.4. – Sécurité :

2.4.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.4.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

2.4.3 - Compte tenu des éléments transmis dans le dossier, les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie sont assurés par une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m3 équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m2 au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

Article 3 : Prescriptions particulières concernant le devenir des lisiers

3.1.- Une partie des déjections de cet élevage est acheminée annuellement vers la station de traitement du GIE NORMA 2000 .

3.2.- Pour les lisiers acheminés vers l'unité de traitement :

- Deux débitmètres sont installés sur la canalisation reliant l'installation, à l'unité de traitement du GIE NORMA 2000, avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser les lisiers envoyés.

Le premier débitmètre est installé sur le site de la Bourdonnière au départ de la canalisation et le second est installé entre la canalisation et la fosse de réception sur le site du GIE NORMA 2000.

- Un registre de suivi est tenu à jour par l'éleveur avec la date et les quantités de lisier sortant de l'installation et les quantités rentrant dans l'unité de traitement.
- Tout écart, entre les quantités sortantes de l'installation et les quantités entrantes sur le site du GIE, entraîne l'arrêt du transfert du lisier. Les moyens nécessaires sont alors mis en œuvre afin de vérifier l'étanchéité du réseau et le cas échéant entreprendre les réparations nécessaires.

Le cas échéant, un rapport d'incident détaillant les constats réalisés, la cause de l'incident et ses conséquences, ainsi que les actions mises en œuvre, est fourni au service installation classée avant la remise en service du réseau.

3.3.- En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de l'unité de traitement, le lisier est stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. L'inspecteur des installations classées est immédiatement prévenu.

3.4.- En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt prolongé et après saturation des capacités de stockage, soit toute activité est interrompue sur le site et les animaux transférés dans des installations autorisées, soit les effectifs sont ajustés aux capacités d'exportation du plan d'épandage exploité en propre.

3.5.- Le traitement du lisier doit se poursuivre à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

Article 4 : Prescriptions relatives au plan de gestion des déjections

4.1. - Un nouveau plan de gestion des déjections doit être déposé **dans un délai de 3 mois**. Celui-ci est établi selon les références de rejets du Réseau Mixte Technologique élevage.

4.2. - La restructuration de l'élevage ne peut être effective qu'à compter de la validation du nouveau plan de gestion des déjections

Article 5 : Prescription épandages sur céréales

L'exploitant dispose des matériels nécessaires à la mise en œuvre de l'épandage sur céréales soit directement, soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales est effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

Article 6 : Nuisances olfactives et acoustiques

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives et sonores susceptible de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif et/ou acoustique de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

Article 7 : Équilibre de la fertilisation

7.1. - Conformément aux plans et mémoires, l'exploitant devra respecter l'équilibre de la fertilisation azotée et phosphorée sur l'ensemble des îlots culturaux de son plan d'épandage.

7.2. - Conformément aux dispositions régionales, les apports de potasse, sous toutes formes confondues, sur les surfaces recevant l'effluent traité en provenance du GIE devront être inférieures à 500 kg de K₂O/ha.

Article 8 : Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage. Le site d'exploitation et l'ensemble des installations sont maintenus propres et entretenus en permanence.

Article 9 : Forage

L'exploitant est autorisé à prélever via le forage existant sur la parcelle cadastrée section ZA n°188 qui doit répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- Les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.
- Un dispositif de comptage horaire ou volumétrique sera installé.
- Un disconnecteur sera installé si l'installation est raccordée à un réseau public.

Un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

Article 10 : Gestion des eaux pluviales

Conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, 2 bassins d'infiltration destinés à recueillir les eaux pluviales sont mis en place. L'un d'une capacité de 105 m³ est implanté au nord/ouest de l'installation et l'autre d'une capacité de 111 m³ est implanté à l'est.

Article 11: Dispositions communes

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 12 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Saint-Glen pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Saint-Glen pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture.

Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux d'annonces légales du département.

Article 13: Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour le pétitionnaire ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.
- par l'application « télerecours citoyens » accessible sur le site: www.telerecours.fr

Article 14: Exécution

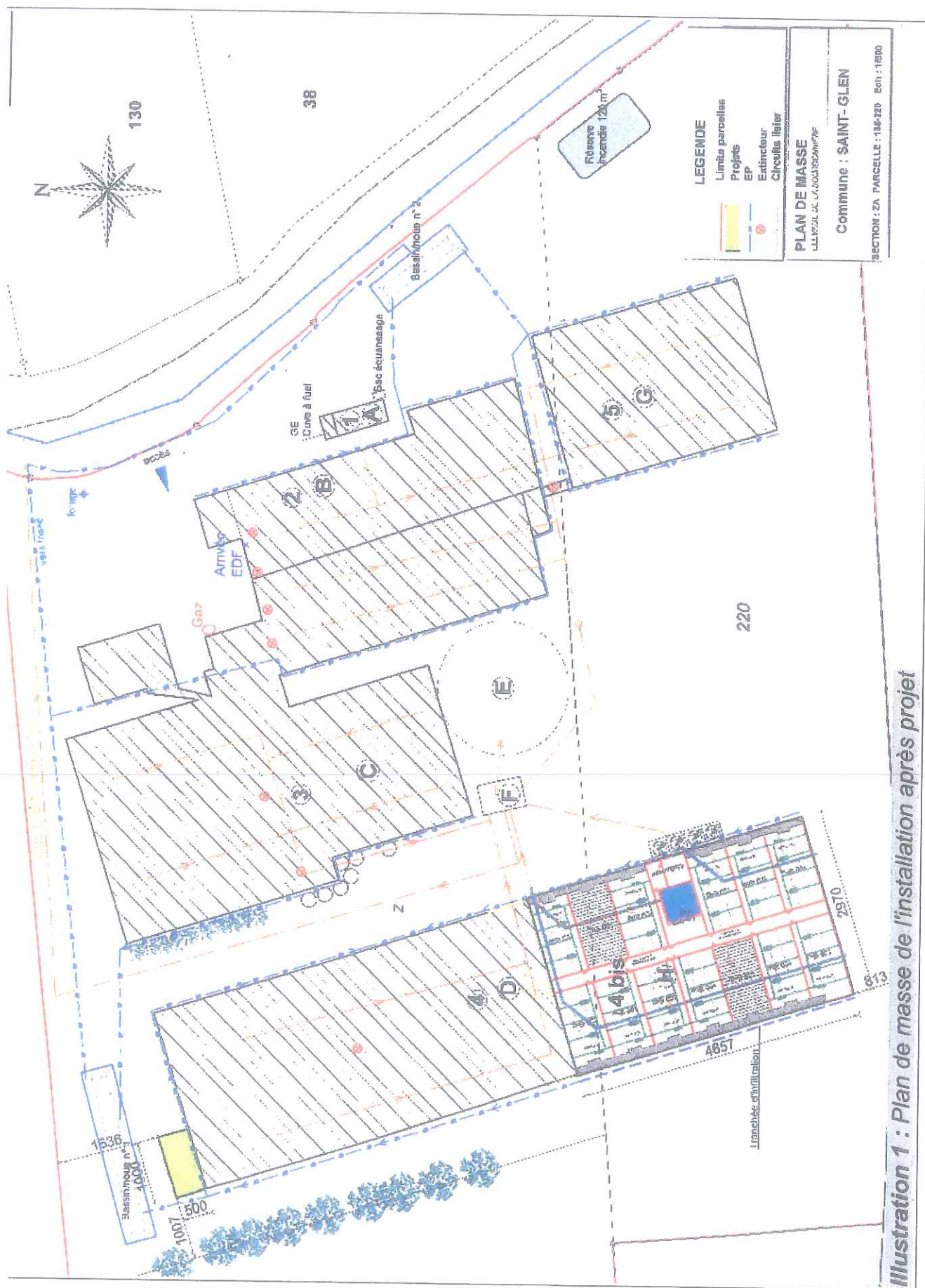
La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Saint-Glen et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi que pour information aux maires Penguily, La Malhoure, Trébry, Lamballe-Armor, Plénée-Jugon, Plestan, Landéhen, Bréhand, Saint Trimoel et Andel

Saint-Brieuc, le

- 7 MAI 2019

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Béatrice Obara



La disposition des bâtiments et les dispositions constructives (matériaux et teintes) similaires permettent de garder une vision compacte de l'élevage, malgré l'augmentation de sa capacité et évite ainsi le mitage du paysage. La première habitation est située à environ 180 mètres du projet et il s'agit des anciens exploitants, qui sont les parents des membres de l'EPRI et les autres habitations sont situées à l'extérieur du projet.

